

12 FEVRIER 1948

## A PROPOS - EN MARGE - DE LA HAUSSE DES PRIX EN FRANCE

"La hausse des prix ne s'arrête pas." Ce cri officiel qui vient de France, nous l'eussions entendu ici, jusqu'à en être assourdis, si nous avions laissé notre monnaie aller à la dérive. Et nous eussions vu, en moins d'une semaine, la folie, le désordre et la désolation partout. Quelqu'un de raisonnable reprochera-t-il au Gouvernement d'avoir évité au peuple libanais un tel péril ?

"La nouvelle vague de hausse qui, depuis une semaine, s'enfle presque d'heure en heure, constitue un phénomène imprévu qui accapare, en France, dit le rédacteur de l'A.F.P., toute l'attention du Gouvernement." (Le pléonasme pour une fois a du bon, il montre bien où l'on en est.).

Que tous les Libanais l'apprennent de façon définitive : le Liban n'avait pas le choix. C'était pour lui le salut ou l'effondrement. Le Liban a opté pour le salut. Cette hausse des prix qu'on présente en France comme un phénomène imprévu eut fait ici des ravages et des ruines sans nombre. Dans un pays qui a la sensibilité du nôtre, qui compte mentalement en or et qui importe tout, on ne court pas, sans avoir perdu la tête, une telle aventure. Le cas est éclatant. Sûrement, jamais, on ne s'est mieux trouvé devant l'évidence.

Mais depuis que nous avons frôlé l'abîme et que nous avons échappé à la chute, quelques citoyens moroses trouvent qu'il valait mieux aller stoïquement à la mort. On se demande pourquoi. Il faut en effet, pour dire cela, avoir bien peu l'habitude de la réflexion et du raisonnement.

Ce que nous avons évité eut été irréparable ; tandis que nos affaires avec la Syrie peuvent parfaitement s'arranger d'un jour ou d'une semaine à l'autre ; à peine y faut-il un rien de bonne volonté ; car, encore une fois, à nos amis syriens nous n'avons fait aucun tort. Nous connaissons bien des Syriens objectifs et compréhensifs qui reconnaissent parfaitement cela.

Le Liban et la Syrie ensemble eussent été absolument désorganisés et désaxés par une dévaluation de l'ordre de grandeur de celle qui s'est produite. Tandis que la Syrie, n'ayant que la charge du tiers environ des billets pour une population qui est trois ou quatre fois la nôtre et disposant de moyens de production que nous n'avons pas, pouvait, en dehors de nous, tenter autre chose. Voilà ce que dit le bon sens ; voilà la vérité.

Mais toute l'affaire est devenue si claire qu'on doit s'excuser presque d'y revenir encore.